L'Echo de Manitoba

JEUDI, 25 JANVIER 1900.

Toutes communications concernant la rédaction devront être adressées à M. D'HELLENCOURT, Rédacteur, Boite 1309, WINNIPEG, MAN

Les accusations mensongeres du "Telegram"

Fidèle à sa tactique accoutumée, le "Telegram" l'organe de l'hon. H. J. Macdonald, sentant le terrain peu ferme dans Winnipeg Sud pour l'hon. premier ministre, a commencé contre le gouvernement sortant, une campagne de mensonges, violente et tapageuse.

C'est ainsi qu'il accusait l'administration Greenway d'avoir soutiré le compte en banque de la Province de $60,000, et de laisser un déficit de $300,000.

Le "Manitoba" écho fidèle du "Telegram", quand cela sert ses petits intérêts, crie au scandale.

"C'est d'une gravité formidable s'écrie-t-il!"

Ce qu'il y a de vraiment formidable dans tout cela c'est l'audace sans borne, c'est l'impudeur de ces politiciens bleus, qui ne reculent devant aucune infamie pour discréditer leurs adversaires.

Le Col. McMillan l'ancien trésorier provincial, absent lors de la publication des ridicules mensonges du "Telegram" a publié samedi dernier une dénégation qui fait table rase des accusations portées par les conservateurs.

Les lettres des directeurs des quatres banques de Winnipeg dans lesquelles le gouvernement a un compte ouvert, publiées par le "Free Press," prouvent que le crédit de la Province est de $691,883,34.

"Six cents quatre vingt douze mille piastres en chiffres ronds, au lieu d'un déficit de $60,000!!"

Ils vont bien, les bons conservateurs!

Ils avaient également prétendu, que le subside semestriel du gouvernement fédéral pour le 1er semestre de 1900 avait été dépensé par le gouvernement sortant.

Ce subside reçu le 4 janvier a été déposé intégralement le 5 en banque, et l'on se souvient que le cabinet Greenway a démissionné le 6.

Et de deux.

Le "Telegram" annonçait que le montant de $100,000, du subside affecté par le parlement provincial pour le fonctionnement de l'administration provinciale durant les mois de janvier et de février 1900, avait été dépensé en entier.

Il n'a pas été dépensé un seul centin de cette appropriation!

Et de trois.

Quand au déficit de l'exercice financier, il était connu et prévu par tous ceux qui sont tant soit peu au courant de la politique de la Province.

En effet, les estimations des recettes du budget pour la Province, établies l'été dernier et votées sans une seule remarque par la chambre prévoyaient une somme de $300,000, promise par le gouvernement fédéral, sur le fonds des terres d'écoles.

Chacun sait que le sénat a refusé de sanctionner cette mesure, et naturellement, le budget se trouvant privé de cette ressource il s'en suit qu'à moins d'avoir supprimé les $250,000 dépensée pour les allocations aux écoles, votés par la chambre, le budget devait forcément se solder par cette différence de $300,000.

La faute en retombe uniquement sur cet ineffable Sénat indigo dont la seule préoccupation est de nuire aux gouvernements libéraux!

Donc sur toute la ligne, mensonge, et accusation stupides.

Ça commence bien! ou plutôt, ça continue bien!

L'article de la "Semaine Religieuse"

Il est profondément regrettable qu'à l'instant même où la tempête de fanatisme la plus violente, soulevée par l'ambition politique de Sir Charles Tupper, sévit sur tout le Canada, et menace de détruire l'harmonie sans laquelle la Confédération ne saurait exister, il est fort regrettable de voir un journal comme la "Semaine Religieuse" donner prise par des articles d'une intolerance outrée aux attaques des ennemis de notre race, anxieux de soulever le fanatisme anglosaxon contre la population française.

L'auteur de cet article ridiculement violent et d'ailleurs fort injuste contre l'Angleterre, n'est autre que le Rev. Dom Benoit, l'un des collaborateurs du "Manitoba," et dont nous avons déja été obligés jadis de relever certains écrits.

Il ne nous convient pas d'user des facilités que nous offre l'heure présente, pour achever un adversaire sur qui tout le monde s'acharne en ce moment; il nous sera permis toutefois de faire remarquer combien la démangeaison d'écrire est parfois dangereuse lorsque l'écrivain ne possède pas la pondération nécessaire pour juger sans passion son sujet.

Le danger s'acroit lorsque cet écrivain est un religieux, et qu'il se mêle de traiter des questions politiques.

Lorsque l'auteur de l'article incriminé écrit que: "Le plus grand nombre des anglais protestants qui appartiennent au parti conservateur, surtout parmi les chefs ont montré constamment une grande équité envers les catholiques etc."

Il prouve évidemment qu'il ignore les faits de l'histoire du Canada, et qu'il obeit aux suggestions de sa haine contre le parti liberal, haine née chez lui de la confusion voulue et qu'il s'obtine à répandre, entre le libéralisme religieux et le libéralisme politique.

Le Père Dom Benoit dans son désir de s'instruire sur l'histoire politique du Canada a été évidemment trompé par ceux auprès de qui il s'est renseigné.

Il doit s'apercevoir aujourd'hui par les attaques des journaux conservateurs anglais ou français tant contre sa personne que contre la "Semaine Religieuse" qu'il y a lieu de déchanter: "lorsque cela fait leur affaire, comme le fait fort justement remarquer la "Verité," les bons bleus tapent sur les prêtres avec autant d'ardeur que les rouges."

La désapprobation publique de Mgr Bruchési et de Mgr Begin, les excuses de "La Semaine Religieuse" nous dispensent de nous occuper plus longuement de cet incident, à coup sur fort regrettable.

Toujours la haine!

Nous l'avons dit depuis longtemps, et pour le dire point n'était besoin d'être prophète, car les faits nous crèvent les yeux, le parti conservateur a pris pour tactique en vue des élections fédérales l'appel aux préjugés de races; son mot d'ordre est "guerre aux français."

Chaque jour quelque fait nouveau vient ajouter à l'évidence de cette abominable tactique "La Patrie" nous en signale un qui est particulièrement caractéristique.

Une loge orangiste du comté de Middlesex, Ont., a tenu une réunion, la semaine dernière, sous la présidence d'un Vénérable nommé Mark Roberts. Ce Mark Roberts a prononcé un discours haineux dont nous détacherons le passage suivant:

(TRADUCTION)

A divers points de vue, nous avons raison d'avoir honte de notre gouvernement fédéral à Ottawa, dirigé comme il l'est par un papiste français et dominé par un autre du nom de Tarte, tous deux, j'en suis convaincu, étant des rebelles jusques au fond du cœur. Toutefois, la présence à Ottawa de M. Clarke Wallace nous apporte quelque soulagement. Nous nous sentons plus en sûreté quand nous savons qu'une aussi vaillante sentinelle monte la garde.

L'autre jour à Toronto, M. J. H. Mackenzie de Toronto parlant au Banquet de l'association libérale de York-ouest prédisait la défaite de M. Clarke Wallace aux prochaines élections.

Puisse-t-il dire vrai, car ce fidèle lieutenant et ami de Sir Chs. Tupper est l'ennemi le plus acharné de notre religion.

Sa présence dans la vie politique est une menace continuelle pour la bonne harmonie au Canada.

Nouvelles Politiques

Jeudi dernier 28 janvier ont eu lieu les nominations pour les députes fédéraux dans sept comtés dont les sièges étaient vacants.

Dans quatre de ces comtés, les candidats libéraux ont été élus par ACCLAMATION:

Ce sont M. J. E. Archambault pour Berthier, M. Victor Geoffrion pour Chambly, M. H. Bourassa pour Labelle, M. Gould pour West Ontario.

Dans Lotbinière, il y a deux candidats libéraux en présence, MM. Boisvert candidat du gouvernement et M. Fortier libéral indépendant.

A Winnipeg les candidats sont MM. E. D. Martin libéral et Puttee candidat ouvrier.

On remarquera que dans ces six comtés, les conservateurs ont cru plus prudent de ne pas exposer leurs candidats à la honte d'une défaite certaine.

Enfin à Sherbrooke qui jusqu'à ce jour a été considérée comme une forteresse conservatrice, le candidat libéral M. Le Baron, a pour adversaire M. McIntosh conservateur.

Si l'on en croit les nouvelles des journaux amis d'en bas, la victoire de M. Le Baron parait probable.

La législature de la Province de Québec vient d'ouvrir sa session.

Le Lieutenant Gouverneur, Jetté a prononcé les discours du trône jeudi dernier, nous y relevons le passage suivant.

"Je ne puis inaugurer cette nouvelle session de la Législature de notre province, sans signaler la guerre qui vient d'éclater entre le gouvernement impérial et les républiques de l'Afrique du Sud. Je serai, sans sans aucun doute, votre interprète en renouvelant à Notre Gracieuse Souveraine, dans cette circonstance, l'assurance de notre entière fidélité et de nos voeux les plus sincères pour le prompt rétablissement de la paix à l'avantage de la couronne britannique qui nous a concédé nos libertés religieuses, civiles et politiques.

J'ajouterai que nos sollicitudes accompagnent sur le champ de bataille ceux de nos compatriotes qui ont affirmé leur patriotisme en prenant place dans les rangs du contingent canadien."

Le "Globe" donne le programme de la prochaine session du Parlement fédéral, il est comme on le verra passablement chargé.

(1) Bill pourvoyant au paiement de toutes les dépenses des contingents canadiens envoyés en Afrique du Sud, et formulan une détermination plus définie de notre responsabilité dans la défense de l'empire.

(2) Etablissement d'une commission fédérale de chemins de fer, ayant pouvoir d'entendre les contestations entre expéditeurs et compagnies de chemin de fer, pouvoir aussi de régulariser les taux et remédier aux injustices commises.

(3) Proposition d'un amendement à la constitution du Sénat à l'effet de rétablir le gouvernement par le peuple en Canada, et si le parlement le décide ou les autorités impériales le demandent un plébiscite sur l'amendement proposé.

(4) Reprise par la couronne et répartition plus satisfaisante des terrains concédés dans l'ouest aux compagnies de chemins de fer qui n'ont encore rien fait pour y avoir droit. A l'avenir concession de terrains seulement aux chemins de fer strictement de colonisation.

(5) Réorganisation du bureau du Haut Commissaire et établissement d'une agence commerciale à Londres avec des titulaires bien au fait des ressources et des besoins de notre pays.

(6) Loi de faillite fédérale.

(7) Etablissement d'une commission du service civil et nomination de fonctionnaires non partisans.

(8) Rappel du bill de 1882 pour le remaniement des collèges électoraux et redistribution des collèges par des juges de la Cour Supérieure.

Nous ne pouvons citer en entier le magnifique discours prononcée à Sherbrooke par Sir Wilfrid Laurier, nous nous contenterons d'en reproduire le magnifique passage que voici:

"Lorsque nos compatriotes d'origine anglaise savent que leurs frères en Afrique sont à combattre, leur sang bout, leur cœur bat, et il est parfaitement naturel qu'ils veuillent voler à leur secours.

Ce n'est pas la même voix qui parle chez nous, ce n'est pas la voix du sang. Le sang qui coule dans nos veines n'est pas le sang de l'Angleterre, c'est le sang de la vieille France. Mais c'est la voix de la gratitude, c'est la voix de la solidarité nationale qui nous rend tous solidaires dans ce pays-ci des institutions sous lesquelles nous vivons.

Pour ma part, messieurs, j'ai donné ma vie politique à une seule idée. Je réussirai ou je faillirai. Mais, que je réussisse ou qu'il m'arrive de faillir, néanmoins, lorsque je serai couché dans la tombe, j'aurai le droit que l'on inscrive sur mon monument: "Ici repose un homme qui a voulu faire de la famille canadienne-anglaise une famille unie, vivant en harmonie sous le même drapeau! Je ne demande pas à mes compatriotes d'origine anglaise; je comprends qu'il y a une différence, mais je demande à mes compatriotes d'origine française de faire par devoir ce que nos compatriotes d'origine anglaise, eux font par enthousiasme.

Mais je vous ai dit que j'ai donné ma vie à la réalisation d'une idée. Cette idée ne vient pas de moi. J'en ai hérité d'un des chefs du parti libéral avant moi, j'en ai hérité de sir Louis Hypolite Lafontaine qui, au lendemain de l'acte d'Union disait à ses concitoyens de langue française: "Notre salut est dans l'union du Haut et du Bas Canada et dans l'union des réformistes anglais et des réformistes canadiens-français

La Note Juste.

L'incident de la "Semaine Religieuse" inspire à "la Verite" la réflexions suivantes qui nous semblent fort sages.

Le gros public ne comprend pas la signification de l'autorisation épiscopale que la Semaine Religieuse affiche sur sa couverture. Pour le commun des mortels, on n'autorise que ce que l'on approuve. Voilà plusieurs fois déja, de l'aveu même de M l'abbe Gosselin, que la Semaine religieuse de Québec, a dû expliquer ce qu'autorisation veut dire; ou plutôt ne veut pas dire. Car on ne nous dit pas sur quoi porte l'autorisation dont jouit la Semaine religieuse. Si la dite Semaine religieuse continue à traiter les questions politiques, il lui faudra, sans doute, expliquer encore, à plus d'une reprise, ce qu'autorisation ne veut pas dire.

Les semaines religieuses, généralement, s'occupent de questions purement religieuses: dogme, discipline ecclésiastique, liturgie, piété, nouvelles. A celles-là il n'arrive pas d'aventures. Nous ne disons pas que les Semaines religieuses ne devraient jamais s'aventurer sur le terrain politique, car nous ne sommes pas de ceux qui voudraient renfermer le prêtre dans la sacristie, loin de là. Mais pour s'occuper avec avantage des questions politiques il faut des connaissances spéciales —la théologie seule ne suffit pas —il faut une tournure d'esprit particulière; il faut être maître de ses nerfs et de sa plume; il faut ne dire que ce que l'on veut dire, et avoir ensuite le courage de tenir tête à l'orage; et avant tout, quand il s'agit d'un directeur de Semaine Religieuse qui traite de la politique il faut planer bien au-dessus des factions, afin que chacun voit que s'il fait de la politique, ce n'est pas de la politique de parti.

Si nous savons bien nous pénétrer de ces enseignements qui découlent de l'incident, la tempête qui s'est abattue avec tant de violence sur la Semaine religieuse de Québec, aura été un petit mal pour un grand bien.

Elections Contestees

Six nouvelles protestations ont été déposées cette semaine par les conservateurs.

Les députés contestés sont tous libéraux.

M Ennis, Hon. Thos Greenway, T. C. Norris, J. Riddle, V. Winkler, T. H. Morton.

On annonce de nouvelles protestations d'élections de la part des libéraux pour cette semaine.